

Réhabilitation du centre de secours



Réhabilitation du centre de secours

Mercredi soir, à la caserne des pompiers en présence du colonel Jean-Louis Ferres, directeur départemental du SDIS, de Bernard Gendre, président du conseil d'administration du SDIS du Gers, de plusieurs officiers, techniciens, de René Santalucia, chef du centre de secours de Cazaubon, et des maires des communes concernées, a eu lieu la signature d'une convention.

Cette dernière engage le SDIS et les douze communes qui bénéficient du centre de secours de Cazaubon, à cofinancer les travaux de réhabilitation des bâtiments de la caserne des sapeurs-pompiers.

Cette caserne a été inaugurée le 22 septembre 1989, depuis, elle a subi de nombreux dommages dus à des infiltrations d'eau nécessitant la réalisation de travaux de structure. Le montant de ces travaux se chiffre, après l'étude de plusieurs devis, à 200.000 euro TTC, financés pour moitié par le SDIS et moitié par les communes, dont le montant est réparti pour chacune d'elles au prorata du nombre d'habitants.

Le maire Jean-Michel Augré a rappelé la genèse de ce projet qu'il a conduit avec le SDIS en impliquant les maires des communes concernées et qui a abouti à la signature de cette convention. Le maire a regretté malgré tout que le SDIS ne soit pas éligible à la Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) pour le financement de travaux structurants sur des édifices comme le centre de secours.

Il a ajouté qu'il convenait d'offrir aux sapeurs-pompiers, à ces femmes et à ces hommes qui s'engagent au quotidien au service de la population, d'excellentes conditions de vie et d'exercice de leurs missions.

Le colonel Ferres et le président Gendre se sont félicités de l'aboutissement de ce projet et de l'adhésion des douze maires au cofinancement de la réhabilitation du centre. Ils ont souligné la nécessité, pour les collectivités comme pour les entreprises, de recruter des sapeurs-pompiers afin de répondre aux appels aux secours de plus en plus nombreux de la population confrontée entre autre à la désertification médicale.

L'année 2020 sera consacrée aux études d'architecte, à la sélection des entreprises pour la réalisation des travaux qui devraient être terminés en 2021.